

FAUT-IL SAUVER LA MÉRITOCRATIE ?

Vous n'êtes pas rattachés à la gauche radicale, mais vous portez le même discours anxieux sur les inégalités scolaires dans notre pays. Elles seraient moralement injustes tout en ruinant notre cohésion sociale et politique. La situation est-elle si grave ?

François Dubet Nous sommes arrivés au point d'épuisement d'un cycle de démocratisation scolaire. Pendant soixante ans, on a ouvert le système éducatif en tenant la promesse d'abolir peu à peu les inégalités sociales. Cette ambition est tout à notre honneur mais se retourne aujourd'hui contre nous. Dans les faits, cette promesse de justice est très peu, voire pas du tout tenue. Certes, l'accès « égalitaire » au bac et aux études supérieures a explosé depuis trente ans, mais ce succès de façade masque des inégalités plus fines, internes au système. La France reste l'un des pays où les origines sociales pèsent le plus sur les trajectoires scolaires et professionnelles. Cela commence à transparaître de manière un peu trop voyante. Et nourrit l'antagonisme entre, d'un côté, les vainqueurs de la méritocratie dotés d'un diplôme « payant » et, de l'autre, les vaincus : ceux qui n'ont rien et ceux, nombreux, qui ont obtenu un diplôme universitaire sans réussir à le rentabiliser sur le marché du travail.

Julien Grenet Ce qui m'inquiète aussi, c'est la dilution du lien social à laquelle nous sommes confrontés. On parle beaucoup de séparatisme. Or, si séparatisme social il y a, il se construit d'abord au sein de nos écoles. Les jeunes Français sont séparés de manière croissante entre public et privé, collègues attractifs et collègues évités, formations sélectives et non sélectives du supérieur. Les destins des uns et des autres se croisent de moins en moins. Et j'ai du mal à ne pas y voir un rapport avec les grandes crises que traverse ce pays : protestations des « gilets jaunes », discours antiscience, radicalisation islamiste dans les quartiers les plus ségrégués de nos métropoles...

Les enquêtes internationales observent un immense hiatus, en France, au point de vue du niveau, entre élèves favorisés et défavorisés. Avons-nous vraiment le système le plus inéquitable des pays développés ?

Pour l'économiste Julien Grenet, il faut lutter contre les inégalités scolaires grâce à des mécanismes de discrimination positive. Pour le sociologue François Dubet, il s'agit d'abord de remettre en cause l'emprise du diplôme sur l'emploi. Débat

Propos recueillis par

GURVAN LE GUELLEC

Photos

SAMUEL KIRSZENBAUM

J. G. Nous sommes hélas parmi les pires. Si l'on prend l'enquête Pisa, la plus connue, qui confronte tous les trois ans les élèves de 15 ans de 80 pays développés ou émergents à la même banque d'épreuves, on est systématiquement dans le top 10 des pays les plus inégalitaires, au coude-à-coude avec le Chili et une bonne partie des pays d'Amérique latine. Compte tenu des budgets dépensés, c'est un peu dur à encaisser. Autre élément dérangeant : la reproduction sociale reste toujours aussi importante malgré l'élévation continue du niveau. Le rapport que j'ai publié en début d'année avec mon équipe le démontre avec éloquence : le taux d'accès aux grandes écoles des enfants de familles favorisées est dix fois supérieur à celui des défavorisées et ce hiatus ne s'explique que pour 40 % par la différence de niveau scolaire constatée entre catégories socioprofessionnelles (CSP). Autrement dit, quand bien même les enfants des CSP- seraient moins « méritants » scolairement que ceux des CSP+, rien ne justifie le monopole de ces derniers sur les formations du supérieur les plus payantes professionnellement. Cela dit, on peut essayer aussi de voir le verre à moitié plein et se dire que tout n'est pas lié au niveau ➡

FRANÇOIS DUBET

est sociologue, ex-directeur d'études à l'EHESS et professeur des universités à Bordeaux-II. Il a beaucoup écrit sur l'institution scolaire (« L'école peut-elle sauver la démocratie », Seuil, 2020) et sur le rapport des Français aux inégalités (« Le temps des passions tristes », Seuil, 2019).

JULIEN GRENET

est économiste, professeur à la Paris School of Economics et directeur de recherche au CNRS. Proche de Thomas Piketty, qui a dirigé sa thèse, il s'intéresse tout particulièrement aux politiques publiques visant à réduire les inégalités, à l'école comme dans le supérieur.



➔ scolaire : beaucoup de choses se jouent dans les choix d'orientation, la capacité à sortir ou non les élèves de leur entre-soi. Ce sont ces leviers-là qui m'intéressent.

F. D. Ce qui est déroutant, c'est que jusqu'à l'arrivée de Pisa en 2000, la France était persuadée d'avoir la meilleure école du monde. Il y avait cet imaginaire national d'une école très centralisée, très bureaucratique, très homogène : tous les élèves ensemble dans les mêmes collèges, tous les profs avec le même salaire avançant à l'ancienneté... Cette unité ancrerait l'idée que notre offre scolaire était éminemment égalitaire.

Comment expliquez-vous ce niveau incroyable d'inégalités ?

F. D. Cela reste a priori une énigme. Dans l'école française, les choses ne se font pas de manière frontale. Nous sommes plutôt confrontés à une série de micro-inégalités distillées tout au long de la scolarité qui, à force de s'aggraver, produisent des effets très puissants. Cela commence par les inégalités d'origine qui, dès le plus jeune âge, distinguent les élèves. Cela s'accroît avec des effets de ségrégation extrêmement marqués à partir du secondaire, la sociologie des collèges étant trop souvent une amplification de la sociologie déjà très diverse des quartiers. Cela se poursuit avec les politiques RH du ministère envoyant les jeunes profs les moins formés dans les établissements populaires. Cela se prolonge avec les pratiques d'orientation et d'évaluation, socialement très marquées. Enfin, il faut ajouter les stratégies inégalitaires des parents : dérogation, choix d'option, soutien scolaire, loisirs scolairement payants... Dans la vieille école de classe d'avant la massification, les CSP+ faisaient confiance à leur capital culturel : « Je lis "l'Obs", il y a des livres à la maison, mes enfants réussiront à l'école... » Aujourd'hui, dans notre école de masse, aussi imparfaite soit-elle, tous les élèves sont en concurrence. Il est donc hors de question de laisser la moindre prise au hasard. D'autant que le système français lie étroitement le statut professionnel et social à la qualité du diplôme obtenu et que, dans un contexte de croissance atone, les bonnes places sont relativement rares. Bref, chacun est incité à poursuivre son intérêt personnel sans se soucier du commun.

Vous le soulignez tous les deux : le séparatisme scolaire des CSP+ et l'agrégation des micro-inégalités se manifestent très fortement au collège. Est-ce le maillon central pour rétablir un peu d'équité ?

J. G. Oui, car le collège est souvent vécu par les parents comme une transition compliquée : le passage du cocon de l'enfance à un milieu plus brutal. En région parisienne et dans beaucoup de métropoles, l'entrée dans le secondaire est par ailleurs marquée par une explosion des phénomènes ségrégatifs. Même quand on vit dans un quartier avec une certaine mixité résidentielle, elle ne se retrouve absolument pas à l'école. Faute de régulation publique adéquate, beaucoup de parents sont confrontés à un choix cornélien : jouer le



“LE PRINCIPE MÉRITO-CRATIQUE EST DÉVOYÉ. CE N'EST PLUS DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES. C'EST DU DARWINISME SOCIAL.”

FRANÇOIS DUBET

jeu de la carte scolaire en mettant leur enfant dans un collège ghetto qui n'est pas du tout à l'image du quartier. Ou opter pour l'évitement et le ghetto de riches. Dans certains quartiers, il n'y a quasiment pas de choix intermédiaire.

F. D. Les politiques de mixité peuvent jouer un rôle moteur pour rétablir de la confiance. Mais j'entends aussi les enseignants quand ils réclament davantage de moyens pour traiter la difficulté scolaire. Imaginons que, dans un hôpital de banlieue, la moitié des patients meurt de maladie nosocomiale, on prendrait des mesures d'urgence. Eh bien, à l'école, non ! On continue à ne pas former nos enseignants, comme si la pédagogie était un talent naturel, et à donner plus à ceux qui ont plus. Rapporté au nombre d'élèves, le budget des colles en prépa est sans commune mesure avec celui du soutien scolaire au collège. Cela donne une idée des priorités. Le principe méritocratique est dévoyé. Ce n'est plus de l'égalité des chances. C'est du darwinisme social.

Julien Grenet, vous faites des propositions pour un retour de la régulation publique, à Paris notamment...

J. G. Mon idée est de garantir une dose minimale de mixité sociale à chaque parent désireux de scolariser



**“LE PROPOS
[DE JEAN-
MICHEL
BLANQUER]
EST CLAIR :
IL NE FAUT PAS
PARLER DES
INÉGALITÉS DE
PEUR DE LES
ENTREtenir.”**

JULIEN GRENET

son enfant dans le public. Cela peut passer par des politiques d'affectation fine mutualisant les secteurs de plusieurs collèges ou par des fusions d'établissements favorisés et défavorisés. Et, quand bien même les territoires n'offrent aucune possibilité de mixité sociale, des stratégies volontaristes peuvent être mises en place, comme à Toulouse, où deux collèges ghettos au cœur de la cité du Mirail ont été fermés et leurs élèves dispatchés par petits groupes dans des établissements huppés de la métropole. Malgré les réticences initiales des parents, ces politiques ont montré leur efficacité. Elles fonctionneraient toutefois encore mieux si l'enseignement privé sous contrat y participait. Or on n'y est pas du tout. Chez la plupart de nos voisins, à partir du moment où une école privée est financée aux trois quarts par l'Etat et les collectivités locales, elle se soumet aux mêmes règles d'affectation que le public. En France, non : elle peut faire son marché parmi les élèves en écrémant les CSP+ et s'assurer ainsi d'excellents taux de réussite au brevet et au bac. Socialement, c'est destructeur.

F. D. Ce que souligne très bien Julien Grenet, c'est qu'il faut en finir avec l'injonction morale. Condamner les conduites individuelles ne sert à rien. C'est aux pouvoirs publics de permettre un choix serein. Les parents recherchent le mieux pour leurs gamins, leurs décisions n'ont rien d'irrationnel. D'ailleurs les enseignants ne mettent presque jamais leurs enfants dans les collèges populaires...

Les enseignants justement... On les a sentis plutôt réticents face à ces politiques de mixité scolaire. Cela vous a surpris ?

J. G. Un peu, mais j'y vois un effet du contrat implicite qui les lie à l'institution. Comme la progression salariale proposée est très faible, la règle veut que ce soient les conditions de travail qui s'améliorent au fil des années. Et toute remise en cause de ce deal produit automatiquement une levée de boucliers. Un des enjeux pour eux est de se trouver à nouveau confrontés à un public populaire alors qu'ils avaient patiemment cumulé des points pour y échapper.

F. D. Faut-il l'écrire dans votre journal ? Les enseignants ayant eux-mêmes des enfants sont très ambigus sur les inégalités scolaires... Condorcet souhaitait d'ailleurs que les professeurs n'aient pas d'enfants pour

éviter les conflits d'intérêts. Peut-être avait-il raison. Au nom du principe d'excellence pour tous, cet étrange oxymore qui a servi de mantra pendant trente ans à la gauche éducative, les profs, ou du moins leurs représentants, se sont violemment opposés à la suppression de tous ces petits dispositifs – classes européennes, classes bilangues, classes latin-grec – qui génèrent de la ségrégation interne aux établissements et produisent de très grosses différences. De même qu'ils ont beaucoup résisté à l'idée d'un socle commun de compétences et de connaissances au collège, en y voyant un « smic culturel ». Pourtant, si tous les élèves avaient ce smic, j'en serais ravi !

Emmanuel Macron avait fait de l'égalité des chances un objectif de son mandat. Qu'en est-il ?

J. G. Vous aurez noté que le mot « mixité », dans son discours comme dans celui de Jean-Michel Blanquer, n'est presque jamais prononcé. La politique éducative du gouvernement est essentiellement une politique de l'offre. On nous explique qu'il faut redresser l'école, reprendre en main la pédagogie au primaire, proposer des options attractives dans les collèges les plus évités et, in fine, les parents CSP+ reviendront d'eux-mêmes dans le public. Tout cela est sûrement pertinent, mais ce qui me dérange, c'est que ce discours ne reconnaît aucune condition d'impossibilité. Or, vous aurez beau mettre en place toutes les options – latin, grec, golf, chinois – dans les établissements populaires, si vous ne réfléchissez pas en même temps aux politiques d'affectation des élèves, vous ne récupérerez jamais les classes moyennes et supérieures. Dans bien des villes, les cartes scolaires ont été découpées de telle manière que les CSP+ sont totalement absentes des secteurs dits populaires. La ségrégation scolaire est aussi organisée institutionnellement. Et, cela, le gouvernement refuse de le voir.

Comment expliquez-vous ce déni ?

J. G. Le dernier livre de Jean-Michel Blanquer [« *Quelle école voulons-nous ?* », Odile Jacob, 2020, NDLR] me paraît bien résumer les choses. Le ministre explique qu'il existe « une tendance dans la sociologie française à lire la société à travers le seul prisme des inégalités » et dénonce une forme de « délectation morose » qui produirait des effets d'enfermement dans les classes populaires. Le propos est assez clair : il ne faut pas parler des inégalités de peur de les entretenir – les gens arguant trop facilement du poids de déterminismes pour se complaire dans l'échec. S'ajoute chez M. Blanquer une vision très Troisième République de la méritocratie. Une école où l'on se soucie essentiellement de « sauver » une petite minorité d'élèves doués, par exemple par le truchement des internats d'excellence. Le reste de la population défavorisée se voit assigné à un programme minimal : le fameux « lire, écrire, compter, respecter autrui », dont le ministre a fait son mot d'ordre.

F. D. Macron-Blanquer, c'est en fait le programme éducatif promu par la droite depuis quarante ans, avec davantage d'efforts de présentation. Sarkozy disait ➤

➔ peu ou prou la même chose : « Tendons la main à ceux qui le méritent, pour les autres, de toute façon, il n'y a pas grand-chose à faire... »

Ily a tout de même les CP-CE1 à 12 élèves dans les écoles populaires, la grande mesure sociale du quinquennat, et une attention marquée à la petite enfance, au moins dans le discours. Le président Macron est même allé jusqu'à prôner une politique des « 1 000 premiers jours » qui, selon lui, joueraient un rôle crucial dans le destin des petits Français...

J. G. Vous ne m'entendez jamais dire du mal des dédoublements de classes en primaire ! Ce n'est pas la mesure miracle que le gouvernement nous a vendue, mais je reste persuadé qu'en termes de coût-bénéfice, c'est une des politiques les plus efficaces qui soient. D'un point de vue budgétaire, l'école primaire a été trop longtemps maltraitée alors qu'il est évident que, sans maîtrise solide des savoirs fondamentaux, les trajectoires scolaires des élèves sont lourdement hypothéquées. Ceci posé, je constate de manière un peu chagrine que la politique de lutte contre les inégalités s'est réduite à cette mesure – ce qui, évidemment, n'est pas suffisant – et je suis très mal à l'aise avec cette petite musique largement diffusée au sein des cercles macronistes selon laquelle tout serait déjà joué à 3 ou 6 ans, les interventions plus tardives relevant d'une forme de traitement palliatif. La recherche économique a pu porter ce discours dans les années 1990, mais elle est revenue dessus, et on sait aujourd'hui que des interventions peuvent jouer sur les destins des individus bien après le primaire. Un exemple : on s'est rendu compte avec Parcoursup, la plateforme d'accès au supérieur, que les écarts sociaux et territoriaux dans les choix d'orientation post-bac n'étaient pas si déterminés que cela par les inégalités de réussite scolaire. D'autres facteurs, relevant davantage de l'autocensure, rentrent également en compte. Cela ouvre des marges de manœuvre importantes pour les politiques publiques. Je pense notamment à ce que les Anglo-Saxons appellent l'*outreach* : identifier sur la base de leurs notes les élèves à fort potentiel et les inciter individuellement à rejoindre les filières sélectives. Ça peut paraître tout bête mais combien d'élèves d'origine populaire arrivent dans le supérieur sans connaître les perspectives ouvertes par les prépas, les meilleures écoles post-bac ou même les IUT ? Quand ils les découvrent, malheureusement, il est souvent trop tard.

Faute de s'intéresser aux questions de mixité scolaire, la



“CETTE ARROGANCE DES ÉLITES EST TRÈS FRANÇAISE.”

JULIEN GRENET



macronie a commencé discrètement à utiliser des algorithmes pour instiller de la discrimination positive dans le supérieur : quotas de boursiers en prépa, de bac pro en BTS, de bac techno en IUT. Cela vous semble une piste ?

J. G. J'ai sûrement un biais d'économiste mais, oui, les algorithmes peuvent

constituer un levier puissant contre les inégalités. En bougeant quelques paramètres, on arrive à générer tout de suite un effet de masse. Le logiciel Affelnet, qui suscite tant de résistances chez les parents d'élèves parisiens, attachés à la tradition élitiste qui prévaut dans la capitale [*les collégiens ne rejoignent pas un lycée de secteur, mais sont affectés selon leur niveau scolaire, NDLR*], a quand même réussi à réduire de 30 % le niveau de ségrégation inter-établissements entre 2008 et 2010 en prenant en compte l'origine sociale des élèves en sus de leurs résultats académiques. Quant à Parcoursup, qui comporte un système de quotas pour les bacheliers boursiers, il est un peu trop tôt pour dire quel sera son impact, mais on voit que, quand des établissements comme les IEP s'en saisissent de manière volontariste, les effets sur le recrutement sont loin d'être anodins. Dans les deux cas, ce qui pêche à mes yeux n'est pas le principe de l'affectation des élèves par algorithme, mais le manque de transparence sur les critères de sélection utilisés par les établissements, et de débat démocratique sur le choix de ces critères. Jusqu'à quel point souhaitons-nous contrebalancer le darwinisme méritocratique évoqué par François Dubet ? Et, plus fondamentalement, que signifie être méritant pour un homme blanc CSP+ né au centre de Paris par rapport à un fils d'ouvrier de Sartrouville qui arrive au même niveau de formation ?

François Dubet, vous ne faites pas que pointer les failles nombreuses de notre système méritocratique, vous remettez en cause ses fondements...

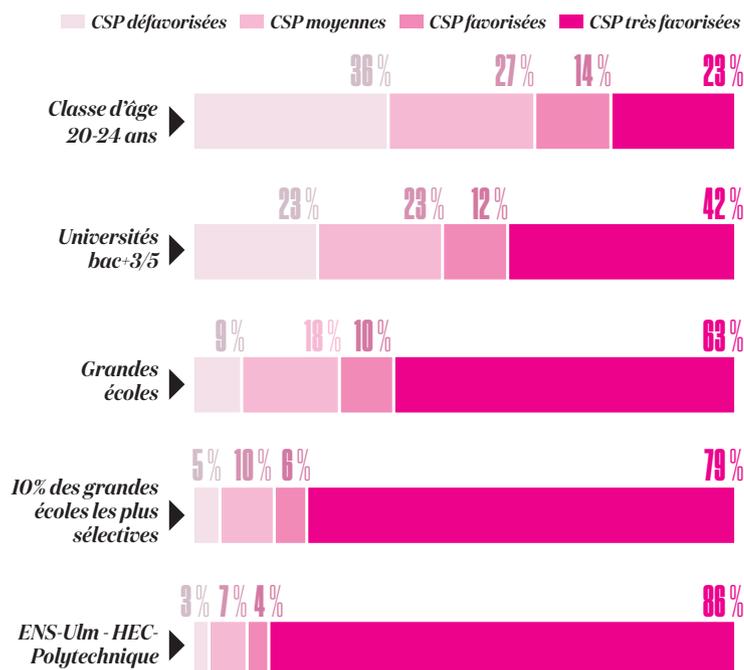
F. D. De fait, la question, pour moi, n'est pas seulement de constater que la promesse méritocratique n'est pas tenue et de rechercher des mécanismes compensatoires comme Julien Grenet le propose. Mais de se demander s'il ne faut pas se détacher de cette promesse ou, du moins, la remettre en perspective. Disons-le franchement : le modèle éducatif français porte en lui une dimension assez perverse. Il place les élèves dans un système extrêmement élitiste, dont les programmes ne visent pas à élever le plus grand nombre mais à préparer les plus doués à exercer les plus hautes fonctions. Les inégalités sont légitimées

“NOTRE MODÈLE ÉDUCATIF PORTE EN LUI UNE DIMENSION PERVERSE.”

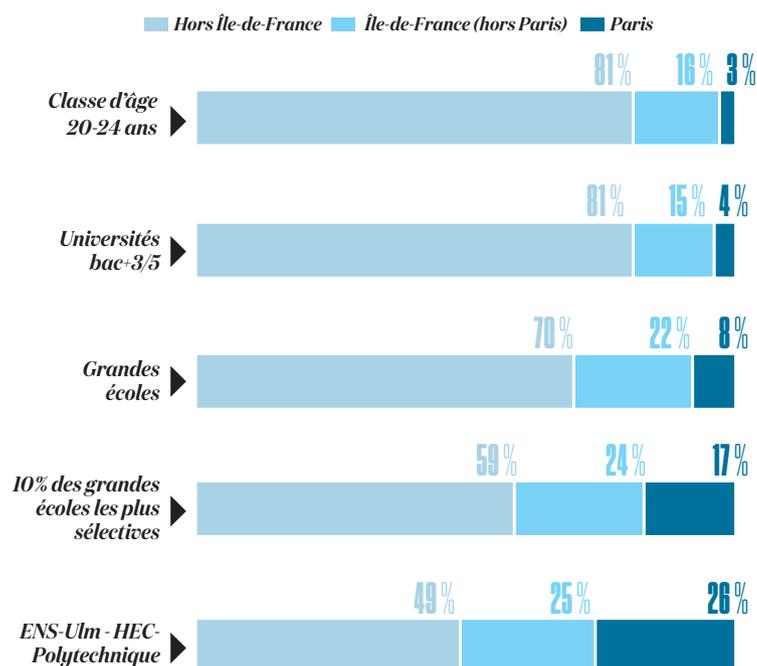
FRANÇOIS DUBET

LES GRANDES ÉCOLES, CHASSES GARDÉES DES ÉLITES FRANÇAISES

Répartition en fonction des origines sociales



Répartition en fonction de l'origine géographique



SOURCE : RAPPORT IPP N° 30, INSTITUT DES POLITIQUES PUBLIQUES, JANVIER 2021
CHAMPS : ÉTUDIANTS FRANÇAIS (NIVEAUX BAC +3/5) EN 2016/2017

par une mise en concurrence totalement biaisée des individus. Tout le monde est défini dans sa distance à l'élite. Cela crée de l'humiliation, de la rancœur et des sentiments antiscolaires chez les vaincus du système. **J. G.** Et, à l'inverse, il y a un sentiment d'élection chez les gagnants qui, du fait de l'onction du concours, s'estiment dotés d'une valeur supérieure dès leurs 20 ans. Cette arrogance des élites est très française. Dans les autres grands pays de l'OCDE, les étudiants des « top universités » ont beau être doués, ils savent ce qu'ils doivent à leurs origines sociales tant les frais de scolarité sont élevés.

A quoi pourrait ressembler une politique éducative alternative ?

F. D. A une politique qui s'intéresse enfin au sort de tous ! La grande critique scolaire française consiste à déplorer qu'il n'y ait pas assez d'enfants défavorisés au sein des élites. Mais quand vous avez des concentrations massives d'élèves d'origine populaire orientés par défaut dans des formations professionnelles dévalorisées, cela n'indigne à peu près personne. On parle constamment d'élite, mais il y a quand même la moitié de la population qui regarde passer les trains et qui, elle, dit : « Je n'ai pas un problème de mérite, j'ai un problème de compétences et d'emploi. »

Vous préconisez de rompre avec la méritocratie ?

F. D. Non. Dans une société démocratique, il n'existe pas à ma connaissance d'autre système d'affectation des individus. Cela dit, il faut questionner l'emprise du diplôme sur l'emploi ainsi que celle du mérite scolaire sur toute autre forme de mérite. On a vu que les inégalités entre élèves à 15 ans étaient très fortes. Mais quand, quelques années plus tard, vous comparez les compétences de jeunes actifs travaillant dans une même entreprise – ingénieur diplômé ou ouvrier doté d'un simple CAP –, elles sont beaucoup plus réduites. Autrement dit, l'école exacerbe les inégalités pour légitimer des hiérarchies sociales figées. Ce sont ces rigidités auxquelles il me paraît urgent de s'attaquer : en finir avec l'idée d'un parcours scolaire rectiligne de 3 à 23 ans, remettre de la mobilité sociale détachée du seul diplôme. Les outils existent, il n'y a rien à inventer. C'est la formation continue et la promotion interne, en berne depuis trente ans. C'est la validation des acquis de l'expérience (VAE) et la reprise d'études, dont on loue les vertus sans vraiment les développer. C'est l'adaptation de l'université à des profils d'étudiants salariés avec des cours du soir, des sessions d'été, des périodes de stages. C'est aussi un resserrement de l'échelle des revenus. C'est, enfin, un changement de regard, dont nous sommes parfaitement capables. Pendant la pandémie, on a applaudi les caissières, les aides-soignants, les éboueurs ; soudain, on leur a trouvé énormément de mérite, alors qu'ils étaient perçus comme les derniers de la classe. Ça n'a duré que trois semaines, mais cela démontre que nous avons quelques capacités de décentrement. Je refuse d'être totalement pessimiste.

J. G. Je le refuse aussi. ■